



PRÉFET DE LA REGION RHONE-ALPES

Autorité Environnementale
Préfet de région

**Décision de l'Autorité environnementale
après examen au cas par cas du projet
« Défrichage de 81 634 m² sur les communes de Lancrans
et Bellegarde sur Valserine pour exploiter une carrière »
(Département de l'Ain)**

Décision n° 08215P1215
G-2015-2214

n° 1427

DREAL RHONE-ALPES / Service CAEDD
5, Place Jules Ferry
69453 Lyon cedex 06

<http://www.rhone-alpes.developpement-durable.gouv.fr>

Décision du 26 NOV. 2015
après examen au cas par cas
en application de l'article R. 122-3 du code de l'environnement

Le Préfet de la région Rhône-Alpes,
Préfet du Rhône,
Officier de la Légion d'Honneur,
Commandeur de l'Ordre National du Mérite

Vu la directive 2011/92/UE du Parlement européen et du Conseil, du 13 décembre 2011, concernant l'évaluation des incidences de certains projets publics et privés sur l'environnement et notamment son annexe III ;

Vu le code de l'environnement, notamment ses articles L. 122-1, R. 122-2 et R. 122-3 ;

Vu l'arrêté de la ministre de l'écologie, du développement durable, et de l'énergie du 26 juillet 2012, relatif au contenu du formulaire d'examen au cas par cas ;

Vu l'arrêté n° 2015097-0024 du préfet de région Rhône-Alpes du 7 avril 2015, portant délégation de signature à madame Françoise Noars, directrice régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement de Rhône-Alpes ;

Vu l'arrêté n° 2015-09-17-08 de la directrice régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement Rhône-Alpes du 17 septembre 2015, portant subdélégation de signature en matière d'attributions générales aux agents de la directrice régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement de Rhône-Alpes ;

Vu la demande d'examen au cas par cas reçue et considérée complète le 26 octobre 2015, relative au projet de défrichement en vue d'un projet d'extension d'une carrière sur les communes de Lancrans et Bellegarde sur Valserine, déposée par Famy SAS et enregistrée sous le numéro F08215P1215 ;

Vu l'avis de l'agence régionale de la santé (ARS) en date du 06 novembre 2015 ;

Vu les éléments fournis par la Direction Départementale des Territoires de l'Ain en date du 26 octobre 2015 ;

Considérant :

- que le projet qui relève de la rubrique 51a du tableau de l'annexe de l'article R122-2 du code de l'environnement consiste à défricher 81 634 m² des parcelles
 - sur la commune de Lancrans : E522pp, E525p, E571, E572, E750, E751, E752, E753, E754, E757, E758, E759, E767, E769, E1319pp, E1320, E1321, E1322pp et sur le chemin rural « Nord » et des Avours,
 - sur la commune de Bellegarde-sur-Valserine : E310, E311, E312 et sur le chemin rural des Avours ;
- que le défrichement est un des éléments d'un projet de renouvellement et extension de la carrière ;
- que le projet de renouvellement et extension de la carrière doit, au titre des installations classées de la rubrique 1 de l'article R. 122-2 du code de l'environnement, faire l'objet d'une étude d'impact globale permettant d'apprécier l'ensemble des enjeux et de réduire les impacts du projet et donc ceux relatifs au défrichement ;

Décide :

Article 1

En application de la section première du chapitre II du titre II du livre premier du code de l'environnement, et sur la base des informations fournies par le pétitionnaire, **le défrichement de 81 634 m² pour exploiter une carrière, sur les communes de Lancrans et Bellegarde sur Valserine (01), est soumis à étude d'impact.**

L'opération de défrichement étant un élément constitutif du projet de renouvellement et extension de la carrière, son étude d'impact est celle relative au projet de carrière et dont le contenu est défini à l'article R 122-5 du code de l'environnement.

Article 2

La présente décision, délivrée en application de l'article R. 122-3 (IV) du code de l'environnement, ne dispense pas des autorisations administratives auxquelles le projet peut être soumis par ailleurs.

Article 3

En application de l'article R. 122-3 (IV) précité, la présente décision sera publiée sur le site Internet de la préfecture de région.

Le préfet de région Rhône-Alpes
Préfet du Rhône-alpes


Michel DELPUECH

Voies et délais de recours

Les recours gracieux ou contentieux sont formés dans les conditions du droit commun.

Sous peine d'irrecevabilité du recours contentieux, un recours administratif préalable est obligatoire en cas de décision imposant la réalisation d'une étude d'impact. Le recours administratif gracieux doit être formé dans un délai de deux mois suivant la mise en ligne de la présente décision. Un tel recours suspend le délai du recours contentieux.

Le recours gracieux doit être adressé à :

Monsieur le préfet de région Rhône-Alpes
DREAL Rhône-Alpes, CAEDD / groupe AE
69 453 Lyon cedex 06

Le recours contentieux doit être formé dans un délai de deux mois à compter du rejet du recours gracieux et être adressé au :

Tribunal administratif de Lyon
Palais des juridictions administratives
184 rue Duguesclin
69433 LYON CEDEX 03

Le recours hiérarchique doit être formé dans le délai de deux mois. Il a pour effet de suspendre le délai du recours contentieux

Monsieur le ministre de l'écologie, du développement durable et de l'énergie
Ministère de l'écologie, du développement durable et de l'énergie
92055 Paris-La-Défense cedex

